



Science et recherche

mercredi 17 mars 2021, par [Bariaud](#)

RETRAITÉ-ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

SCIENCE ET RECHERCHE

L'effort de recherche en France stagne depuis le début des années 1990 à 2,2 % du PIB et enregistre même une baisse récente.

22

La Lettre N° 206 - mars 2021



La période est marquée par des ruptures rapides et inédites. Enjeux climatiques, perte de biodiversité ou crise sanitaire... La révolution numérique, des procédés de fabrication et de l'informationnel change nombre de repères dans le rôle des entreprises et des multinationales.

La pauvreté gagne du terrain, l'emploi se dégrade et la notion de démocratie se vide de tout sens pour les travailleuses et les populations.

La crise sanitaire soulève les aspects perniciose du rôle des brevets en matière de monopole et de captation d'énormes profits par les multinationales. On découvre l'incapacité des entreprises à produire suffisamment de principes actifs pour les médicaments. Les plans de licenciement dans le privé, tous secteurs confondus (métallurgie, chimie, énergie...) affectent par milliers les salarié-es de la R&D (recherche et développement) et par ricochet toutes les autres catégories. La recherche publique n'a pas les moyens d'anticiper et le déclin industriel se poursuit.

Certains mouvements poussent la population vers des réflexes de fatalisme et/ou de catastrophe imminente qui nous éloignent de la réflexion collective, de la lutte et de la satisfaction des besoins.

nous éloignent de la réflexion collective, de la lutte et de la satisfaction des besoins.

Peu de voix s'attaquent réellement au capital, à la stagnation des entreprises, des banques et des actionnaires. Les enjeux de classe du local à l'international restent présents et la recherche publique est au cœur de ces enjeux.

L'effort public de recherche en France a regagné de 1 % au début des années 1990 à moins de 0,8 % aujourd'hui tandis que l'effort privé a légèrement augmenté passant de 1,2 à plus de 1,40 sur la même période sous l'effet notamment des aides publiques diverses (de 0,3 à 0,5 % du PIB).

Ce sous-investissement public des universités et des organismes de recherche génère une précarisation forte de la communauté scientifique avec des luttes et récemment une condamnation unanime de la loi LPR qui maintient l'orientation de la baisse des budgets au profit du financement par projets, avec des emplois toujours plus précaires, une insuffisance des recrutements statutaires, l'absence de perspectives pour les jeunes chercheurs et la baisse des salaires.

Il faudrait utiliser autrement les mil-

liards du plan de relance pour la recherche, la formation et l'emploi par des investissements en amont publics et privés, sans attendre une nouvelle crise sanitaire, sans accepter les licenciements massifs dans les secteurs clés de l'industrie.

Il existe un lien étroit entre recherche, emploi et mieux vivre. La réponse aux besoins des hommes et des femmes passe par des choix stratégiques pour la recherche.

Le débat n'est pas dans un simple « ré-équilibrage public/privé » mais dans plus de recherche publique et plus de R&D avec plus de pouvoirs d'intervention à tous les niveaux.

Nous assistons à une dévalorisation de l'expertise. Enfin nous vivons dans une culture d'intégration des populations via les médias et les réseaux sociaux qui alimentent les peurs et le saignage de toutes les activités créatives et dispersées.

Il faut redonner sa place noble à la science.

Dans ce combat il ne faut pas être repensé en abolissant les hiérarchisations entre cultures générales, scientifique, technique et professionnelle.

Des priorités pour la recherche

- Reconnaître le temps long et l'expertise
- Développer l'emploi scientifique et la R&D
- Intégrer la recherche dans toutes les luttes : emploi, qualification, salaires
- Agir sur les modes de financement et le rôle des banques jusqu'à l'ISCT
- Donner à tous les travailleurs et aux populations de nouveaux pouvoirs d'intervention sur les stratégies de recherche publique et sur les stratégies des entreprises

Roland Perrier, UPR

L'effort de recherche en France stagne depuis le début des années 1990 à 2,2 % du PIB et enregistre même une baisse récente.

La période est marquée par des ruptures rapides et inédites. Enjeux climatiques, perte de biodiversité ou crise sanitaire... La révolution numérique, des procédés de fabrication et de l'informationnel change nombre de repères dans le rôle des entreprises et des multinationales.

La pauvreté gagne du terrain, l'emploi se dégrade et la notion de démocratie se vide de tout sens pour les travailleuses et les populations.

La crise sanitaire soulève les aspects perniciose du rôle des brevets en matière de monopole et de captation d'énormes profits par les multinationales. On découvre l'incapacité des entreprises à produire suffisamment de principes actifs pour les médicaments.

Les plans de licenciement dans le privé, tous secteurs confondus (métallurgie, chimie, énergie...), affectent par milliers les salarié-es de la R&D (recherche et développement) et par ricochet toutes les autres catégories. La recherche publique n'a pas les moyens d'anticiper et le déclin industriel se poursuit.

Certains mouvements poussent la population vers des réflexes de fatalisme et/ou de catastrophe imminente qui nous éloignent de la réflexion collective, de la lutte et de la satisfaction des besoins.

Peu de voix s'attaquent réellement au capital, à la stratégie des entreprises, des banques et des actionnaires. Les enjeux de classe du local à l'international restent présents et la recherche publique est au cœur de ces enjeux.

L'effort public de recherche en France a régressé de 1 % au début des années 1990 à moins de 0,8 % aujourd'hui tandis que l'effort privé a légèrement augmenté passant de 1,2 à plus de 1,40 sur la même période sous l'effet notamment des aides publiques diverses (de 0,3 à 0,5 % du PIB).

Ce sous-investissement public des universités et des organismes de recherche génère une protestation forte de la communauté scientifique avec des luttes et récemment une condamnation unanime de la loi LPR qui maintient l'orientation de la baisse des budgets au profit du financement par projets, avec des emplois toujours plus précaires, une insuffisance des recrutements statutaires, l'absence de perspectives pour les jeunes chercheur·ses et la faiblesse des salaires...

Il faudrait utiliser autrement les milliards du plan de relance pour la recherche, la formation et l'emploi par des investissements en amont, publics et privés, sans attendre une nouvelle crise sanitaire, sans accepter les licenciements massifs dans les secteurs clés de l'industrie.

Il existe un lien étroit entre recherche, emploi et mieux vivre. La réponse aux besoins des hommes et des femmes passe par des choix stratégiques pour la recherche.

Le débat n'est pas dans un simple « rééquilibrage public/privé » mais dans plus de recherche publique et plus de R&D, avec plus de pouvoirs d'intervention à tous les niveaux.

Nous assistons à une dévalorisation de l'expertise. Enfin nous vivons dans une culture d'intégration des populations via les médias et les réseaux sociaux qui alimentent les peurs et la suspicion de toutes les activités créatrices et d'expertise.

Il faut redonner sa place noble à la science.

Dans ce combat l'école devrait être repensée en abolissant les hiérarchisations entre culture générale, scientifique, technique et professionnelle.

- Des priorités pour la recherche
- Reconnaître le temps long et l'expertise.
- Développer l'emploi scientifique et la R&D.
- Intégrer la recherche dans toutes les luttes emploi, qualification, salaires.
- Agir sur les modes de financements et le rôle des banques jusqu'à la BCE.
- Donner à tous les travailleur·ses et aux populations de nouveaux pouvoirs d'intervention sur les stratégies de recherche publique et sur les stratégies des entreprises.